Versailles le jeudi 17 décembre 2015

CAPL Mouvement local complémentaire cadre C

Monsieur le Président

Encore et toujours des suppressions d'emplois

Le déficit social induit par ces suppressions en termes de dégradation du Service Public, de la réalisation des missions et des conditions de travail des agents, se creuse d'année en année.

Au-delà des suppressions d'emplois, l'écart constaté entre les emplois implantés et les emplois réels, notamment dans les catégories C et B, conduit à des déficits significatifs dans tous les départements et particulièrement dans les Yvelines. Ce déficit d'agents génère des difficultés professionnelles et humaines au quotidien dans les services.

Il est inadmissible que les agents fassent les frais de la politique calamiteuse de la Direction Générale en matière de gestion prévisionnelle des emplois et de recrutement.

Les débuts de solution passent par une politique ambitieuse et anticipée de recrutement pour les années à venir et bien sur par l'arrêt des suppressions d'emplois.

Mais la DGFIP pense pouvoir gérer la pénurie en remettant en cause les règles de gestion très longuement négociées lors de la création de la DGFIP. Encore une restriction des droits des agents avec de lourdes conséquences humaines et sociales

Parmi les déréglementations mises en application dès les mutations de 2016 : le maintien 3 ans du cadre C sur sa première affectation. Compte tenu des difficultés financières que peuvent rencontrer ces collègues cette mesure peut les mettre en péril. Ce délai de séjour est un réel mépris, preuve s'il en est du désintérêt que peut avoir aujourd'hui la DGFIP à l'égard de ses agents les plus mal lotis.

Solidaires Finances Publiques est opposé à la mobilité forcée. Solidaires Finances Publiques est également opposé à « l'immobilité forcée » pour les agents C aujourd'hui, pour les agents B demain et les agents A après-demain

Après avoir utilisé les gels de poste, l'administration décide unilatéralement d'affecter cette année les agents C reçu sur liste complémentaire ALD département. Le choix est fait de laisser la main aux directeurs locaux pour une affectation en toute opacité. Pourtant la règle d'une affectation à la mission structure dans une RAN avait été entérinée lors du cycle de discussion sur les règles de gestion fusionnées ! Comment pouvons nous avoir confiance dans une administration qui se renie systématiquement sur les règles de gestion ?

Solidaires Finances Publiques revendique pour tous les agents, l'affectation nationale la plus fine possible sur des postes fixes. Ainsi l'affectation nationale à la commune constituerait une réponse à certaines RAN ou missions structures moins attractive que d'autres, certains agents refusant de prendre le risque d'une mobilité qui dégraderait plus qu'elle n'améliorerait leur situation actuelle.

Solidaires Finances Publiques rappelle que la formation initiale des lauréats du concours est une étape importante mais que celle-ci est trop courte. Il revendique un allongement significatif de cette formation pour atteindre une véritable scolarité. Après une scolarité de seulement six semaines, ces agents arrivent directement sur le métier dans des services exsangues et sous tension. Ceci entraîne des difficultés dans l'accomplissement de leurs missions (fiscalité de plus en plus complexe, polyvalence accrue, etc..) et peut amener à des problèmes de titularisation.

Pour Solidaires Finances Publiques, les agents nouvellement recrutés doivent être affectés en renfort et bénéficier de l'aide d'un véritable tuteur tout au long du stage probatoire. De plus, il faut que des points d'étapes deviennent systématiques afin que l'agent soit réellement accompagné dans l'appréhension de son métier.

Pour conclure :

Solidaires Finances Publiques dénonce très fermement la remise en cause par l'administration des règles de gestion très longuement négociées lors de la création de la DGFIP.

Solidaires Finances Publiques s'oppose à toute déréglementation, dénonce et combattra toute mesure arbitraire.

Compte tenu de la situation déficitaire des effectifs du département, du nombre de poste restant vacants à l'issue du mouvement, de la non application des règles d'affectation, les élus de Solidaires Finances Publiques Yvelines voteront contre le projet de mouvement local.

Ceci étant dit, nous remercions les équipes des ressources humaines qui réalisent un travail de grande qualité.